



Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des
Ordures Ménagères de la Région de Châteauneuf sur Loire
Z.I. Saint Barthélémy - BP 97
45110 – Châteauneuf sur Loire

Envoyé en préfecture le 25/07/2018

Reçu en préfecture le 25/07/2018

Affiché le 25-07-2018

ID : 045-254500226-20180719-42_2018-DE

N°42/2018

Extrait du registre des délibérations du comité syndical du 19 juillet 2018

Le jeudi dix-neuf juillet deux mille dix-huit à dix-sept heures trente, le comité syndical du SICTOM de la région de Châteauneuf sur Loire s'est réuni à l'Espace Florian de Châteauneuf-sur-Loire, suite à la convocation adressée par Monsieur BRETON Daniel en date du vendredi treize juillet deux mille dix-huit.

Étaient présents les délégués syndicaux suivants :

Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais : Mesdames et Messieurs Pointeau, Gaucher, Jourdain, Coille, Pierre, Poisson, Martinon, Troupillon, Hébert, Pelletier, Gendraud, Salou, David et Poulet.

Communauté de communes des Loges : Mesdames et Messieurs Tondou, Verniolle, Casseault, Toullalan, Morin, Breton, Leroux-Bachelet, Sorbier, Prian-Thomas, Chavaneau et Chrétien.

Communauté de communes du Val de Sully : Mesdames et Messieurs Sicot, Rativeau, d'Hérouville, Boudier, Lucas, Buret, Breton et Hauer.

Monsieur FEUILLET, de la communauté de communes du Val de Sully, a donné pouvoir à Madame SICOT, de la communauté de communes du Val de Sully.

Madame JACQUINOT, de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais, a donné pouvoir à Monsieur HAUER, de la communauté de communes Val de Sully.

Monsieur FOUGEREUX, de la communauté de communes du Val de Sully, a donné pouvoir à Monsieur BURET, de la communauté de communes du Val de Sully.

Monsieur BOUARD, de la communauté de communes du Val de Sully, a donné pouvoir à Monsieur BRETON, de la communauté de communes du Val de Sully.

Monsieur BISSONNIER, de la communauté de communes des Loges, a donné pouvoir à Madame LEROUX-BACHELET, de la communauté de communes des Loges.

Monsieur HAMEAU, de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais, a donné pouvoir à Monsieur JOURDAIN, de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Madame ODRY, de la communauté de communes Val de Sully, a donné pouvoir à Monsieur GAUCHER, de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Monsieur NAIZONDARD, de la communauté de communes des Loges, a donné pouvoir à Monsieur MORIN, de la communauté de communes des Loges.

Monsieur LUCQUES, de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais, a donné pouvoir à Monsieur POISSON, de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Madame PERONNET, de la communauté de communes du Val de Sully, a donné pouvoir à Monsieur POINTEAU, de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Monsieur JOURDAIN François a été désigné en qualité de secrétaire par le comité syndical.

Nombre de délégués :

En exercice : 64 titulaires

Présents : 33

Votants : 43

PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD) ET RAPPORT ENVIRONNEMENTAL DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Vu la délibération n° 34/2018 en date du 19 juillet 2018, la présente délibération a été adoptée à huis clos.

Vu la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, qui prévoit dans son article 8 que chaque Région soit couverte par un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD),

Vu les projets de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et de rapport environnemental établis par la région Centre-Val de Loire et transmis au SICTOM de la région de Châteauneuf-sur-Loire en date du 24 mai 2018,

Entendu le rapport présenté par Monsieur le Président,
Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,
A l'unanimité par 43 voix pour,

- **APPROUVE** les projets de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et de rapport environnemental établis par la région Centre-Val de Loire.

Fait et délibéré en séance le 19 juillet 2018.

Pour extrait certifié conforme

Le Président

Daniel BRETON



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acte rendu exécutoire après envoi en Préfecture le : 25 juillet 2018 Et publication le : 25 juillet 2018